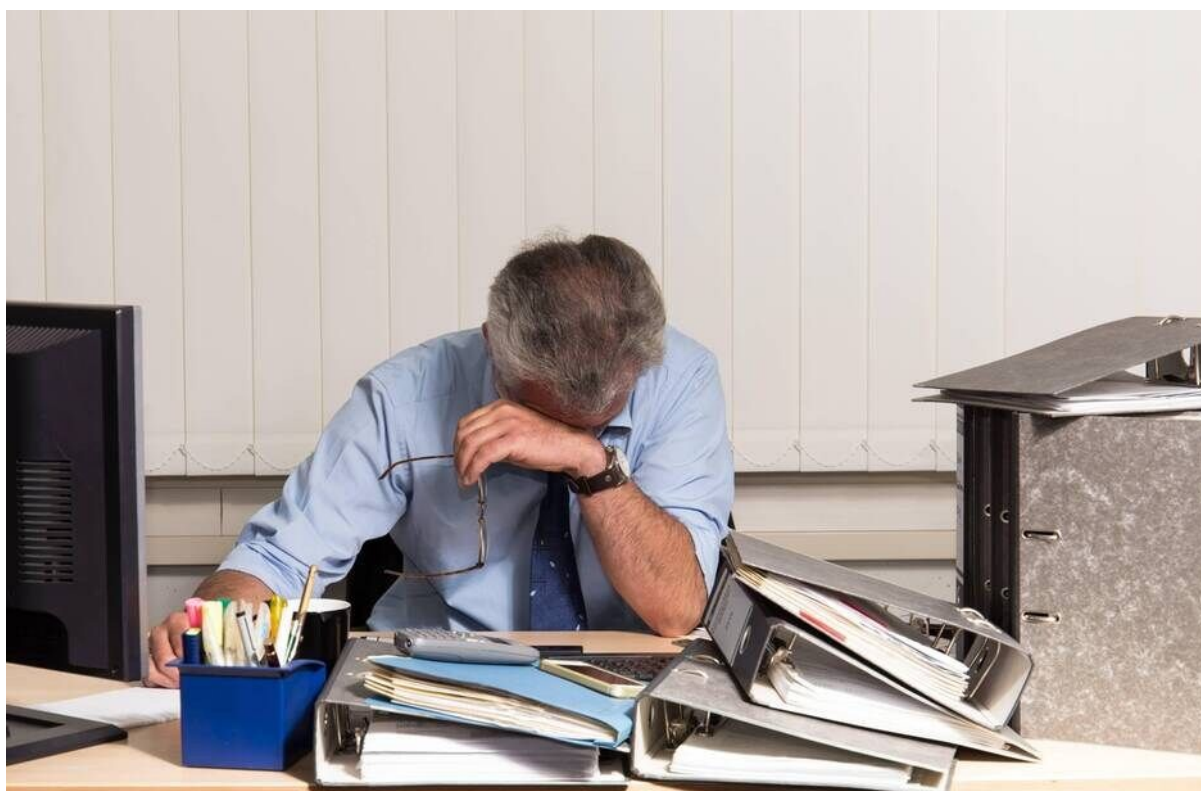


Finistère. L'association Apesa tend la main aux patrons en détresse

L'association Apesa 29 redoute l'impact de la crise liée au coronavirus sur la santé psychique des chefs d'entreprise.



Pourquoi avoir créé l'Apesa ?

Certains chefs d'entreprise, pris dans une procédure de redressement ou liquidation judiciaire, se retrouvent parfois sans rien. Ils perdent leur patrimoine, divorcent, sont sujets à des angoisses ou des idées noires... , relaie Benoît Bataille, président du tribunal de commerce de Quimper.

Afin d'éviter les suicides, l'association Apesa 29 Sud a été créée en novembre 2017 par le tribunal de commerce de Quimper. En s'étendant au tribunal de commerce de Brest en décembre 2019, elle est devenue Apesa 29.

Comment cela fonctionne-t-il ?

Ce dispositif permet **d'identifier ces dirigeants afin, s'ils sont d'accord, qu'ils parlent très rapidement à des psychologues, de manière confidentielle et gratuite**, détaille Didier Margerand, président de l'Apesa 29. Jusqu'à cinq séances peuvent être proposées.

Pour tendre la main aux patrons en détresse, dans le Finistère, une soixantaine de **sentinelles** veillent (mandataires judiciaires, avocats, membres des tribunaux...). En 2019, vingt-huit dirigeants finistériens ont bénéficié de ce dispositif. S'il est gratuit pour eux, il a néanmoins un coût (jusqu'à 500 € par personne prise en charge). Il a donc besoin **de la solidarité des entreprises locales** pour perdurer au mieux.

La crise liée au coronavirus peut-elle engendrer davantage de risques de suicide ?

C'est ce que craignent l'Apesa et ses partenaires. **Au début, les chefs d'entreprise ont géré la situation pour leurs salariés, se sont réorganisés... mais certains sont un peu perdus. Ils ont besoin d'un soutien moral**, souligne Jean-François Garrec, président de la CCI métropolitaine Bretagne ouest-Quimper. La CCIMBO-Quimper s'appuie notamment sur sa cellule de crise pour identifier et répondre aux besoins des chefs d'entreprise.

Depuis mi-mars, nous avons très peu de dépôts de bilan, indique Benoît Bataille. Mais tous restent vigilants. **Nous nous attendons à une hausse du nombre de signalements ces prochains mois**, projette Didier Margerand. L'association s'est ainsi assurée que suffisamment de psychologues restaient disponibles en cette période de confinement.

Rose-Marie DUGUEN